

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



TMS International France

Parc Européen d'Entreprises ZA de la Gravière
avenue Hector Berlioz
63200 Riom

Références : 20230323-RAP-63-0402-TMS-Riom-A.odt
Code AIOT : 0003200716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2023 dans l'établissement TMS INTERNATIONAL FRANCE implanté Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 26/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TMS INTERNATIONAL FRANCE
- Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom
- Code AIOT : 0003200716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TMS International France est prestataire de service au sein des usines de production d'acier.

Les activités principales sont :

- la réception des laitiers;
- le stockage en casiers de maturation;
- le criblage et le concassage;

- les opérations de traitement sur le JIG, technique de séparation densimétrique d'un lit de granulats par des flux ascendants et descendants d'eau, provoquant ainsi une séparation selon la masse volumique des grains;
- le stockage des laitiers valorisables avant expédition.

Début 2021, un porter à connaissance a été adressé à l'inspection afin de prendre en compte les modifications apportées aux installations de stockage et de traitement de laitiers depuis le démarrage des installations en 2017 ainsi que les mesures compensatoires envisagées. L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 actualise ces modifications.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Capacité et durée de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Volume autorisé	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.1	<p>Au 20 mai 2022, l'exploitant indique stocker sur le site considéré, 33 607 tonnes de laitiers et autres produits provenant d'aciéries soit environ 18 600 m³.</p> <p>Ce dépassement du volume stocké autorisé provient selon l'exploitant de la baisse conséquente (près de 80%) des déchets traités et sortis du site en 2021 (3 167 T.) par rapport à 2020 (13 757 T).</p> <p>De plus, l'installation a reçu en 2021 15052 T. de déchets provenant des aciéries, soit une hausse de 10 % par rapport à 2020. L'exploitant devra prendre les dispositions pour respecter sous 6 mois les capacités maximales autorisées du site.</p>	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Durée de stockage	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.3	L'exploitant dispose les produits valorisés dans les casiers au nord du site, sur la plateforme au nord ouest ainsi que sur les 2 zones de stockages temporaires Z1 et Z2 autorisées. Toutefois, du fait de la faible quantité de déchets valorisés sortie en 2021 (3167 T.), des lots de laitiers valorisés sont stockés anarchiquement sur le site. De fait, des lots valorisés dépassent ou vont dans les mois prochains dépasser la durée de stockage maximum autorisée. L'inspection comprend les remarques de l'exploitant indiquant les difficultés d'exutoires des produits valorisés considérant les conditions économiques ces 2 années précédentes. Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 6 mois à l'évacuation de tous les lots valorisés dépassant la durée de stockage de 3 ans et de respecter les dispositions réglementaires de stockage.	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
5	Auto-surveillance	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations autorisées	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des déchets	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.3	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émergence	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la précédente inspection, il est constaté un effort pour traiter et évacuer des laitiers du site avant d'en rentrer d'autres, suite aux difficultés de 2020-2021 en termes de valorisation.

Toutefois, le site de stockage dépasse à nouveau la capacité maximale autorisée et au moins un lot dépasse la durée maximale de stockage de déchets destinés à la valorisation (3 ans).

Aussi, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant d'évacuer les déchets dépassant la durée réglementaire ou de régulariser sa situation en déposant un dossier pour le stockage de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets acceptés sur le site sont des laitiers, des sables et réfractaires provenant d'aciéries, classés dans les rubriques déchets 10 02 02 et 16 11 04.</p> <p>Ces déchets à traiter proviennent des sites : - Aubert & Duval aux Ancizes (63770), - Aubert & Duval à Firminy (42700) - Aubert & Duval à Imphy (58160) et - Erasteel et Valmet à Commentry (03600) .</p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaiterait traiter des déchets provenant d'autres aciéries, il devra au préalable obtenir l'accord du Préfet du Puy-de-Dôme.</p>
Constats : Les laitiers et autres déchets d'aciéries destinés à être valorisés pour les TP proviennent exclusivement des aciéries des Ancizes (60%) et de Commentry (environ 40%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Volume autorisé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume maximum autorisés de laitiers et co-produits d'aciéries est de 14 000 m³. Constats de la précédente inspection. Au 20 mai 2022, l'exploitant indique stocker sur le site considéré 33 607 tonnes de laitiers et autres produits provenant d'aciéries soit environ 18 600 m³. Ce dépassement du volume stocké autorisé provient selon l'exploitant de la baisse conséquente (près de 80%) des déchets traités et sortis du site en 2021 (3 167 T.) par rapport à 2020 (13 757 T.). De plus, l'installation a reçu en 2021 15052 T. de déchets provenant des aciéries, soit une hausse de 10 % par rapport à 2020. L'exploitant devra prendre les dispositions pour respecter sous 6 mois les capacités maximales autorisées du site.</p> <p>Constats : En 2022, le site de TMS International Riom a reçu environ 14 000 tonnes de déchets provenant des aciéries Aubert et Duval des Ancizes-Comps et Erasteel de Commentry, soit une légère baisse (-9%) par rapport à 2021 et loin des niveaux d'entrée de 2019 (24 800t).</p> <p>Ce taux limité d'entrées est essentiellement lié aux répercussions de la pandémie de Covid-19 qui se poursuivent, à l'engagement de l'entreprise de respecter le volume maximum autorisé de l'installation et à l'élimination des laitiers et réfractaires issus du site d'Erasteel Commentry en 2022. En effet, ceux-ci ont été identifiés comme contaminés par certains produits chimiques (Hg et Mo) qui empêchent leur valorisation en l'état en technique routière.</p> <p>Au total, en 2022, près de 17000 T. de déchets ont été évacués du site pour être valorisés exclusivement en technique routière (catégorie R5 "Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques") soit près de 430 % d'augmentation par rapport à l'année précédente (3167 T.).</p> <p>Au 31/12/2022, l'exploitant entreposait sur son site un peu plus de 16 500 m³ de déchets d'aciéries.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir évacué 280T de laitiers depuis le début de l'année courante et ne pas en avoir rentré, soit un volume stocké d'environ 16430 m³, dépassant à nouveau , depuis la précédente inspection sa capacité réglementaire (fixée à 14 000 m³ à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2021).</p> <p>Pour rappel, la densité retenue des laitiers est de 1,80 suite aux mesures du géomètre réalisées en 2020 (Cf courrier TMS du 12/01/2021).</p> <p>Attendu :</p> <p>L'exploitant doit faire connaître, sous 15 jours, sa décision d'évacuer des lots dépassant le seuil réglementaire de son installation ou de déposer un dossier de porter-à-connaissance pour régulariser sa situation administrative.</p> <p>Si l'exploitant décide à évacuer les lots, ceux-ci devront l'être sous six mois. Dans le cas de la régularisation de ses activités, il devra transmettre le dossier de porter-à-connaissance sous 3 mois à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
<p>Proposition de délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 mois pour le dépôt d'un dossier de porter-à-connaissance demandant la régularisation administrative ; - 6 mois pour l'élimination des déchets dépassant la capacité autorisée.

N° 3 : Durée de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits valorisables sont stockés dans : – des casiers modulables et fermés sur trois côtés par des écrans en béton de 4 mètres de haut au nord, de capacité maximale 200 et 600 tonnes, dédiés au stockage des réfractaires-poterie et des métaux en attente de récupération par les clients ; – la plate-forme au nord-ouest, de capacité maximale 4 000 tonnes pour les laitiers recomposés en fonction de leur granulométrie (granulats de diamètre compris entre 0 et 40 mm); La durée d'entreposage des produits valorisables ne dépasse pas 3 ans. Constats de la précédente inspection : L'exploitant dispose les produits valorisés dans les casiers au nord du site, sur la plateforme au nord ouest ainsi que sur les 2 zones de stockages temporaires Z1 et Z2 autorisées. Toutefois, du fait de la faible quantité de déchets valorisés sortie en 2021 (3167 T.), des lots de laitiers valorisés sont stockés anarchiquement sur le site. De fait, des lots valorisés dépassent ou vont dans les mois prochains dépasser la durée de stockage maximum autorisée. L'inspection comprend les remarques de l'exploitant indiquant les difficultés d'exutoires des produits valorisés considérant les conditions économiques ces 2 années précédentes. Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 6 mois à l'évacuation de tous les lots valorisés dépassant la durée de stockage de 3 ans et de respecter les dispositions réglementaires de stockage. Constats : L'exploitant a procédé à l'évacuation de plus de 11000 T. de laitiers sur les 7 derniers mois de 2022, comprenant des lots des aciéries de Firminy et des Ancizes dépassant ou arrivant à l'échéance d'entreposage de 3 ans. Toutefois, sans pouvoir consulter tous les documents demandés préalablement à l'inspection, il est constaté sur le site, au moins un lot de déchets dépassant la date d'entreposage de 3 ans (Lot de Commentry datant de 2019-04). Attendu : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre sous quinze jours les documents demandés par courriel le 8 février 2023, non communiqués lors de l'inspection et rappelés le 8 mars 2023 :<ul style="list-style-type: none">- l'état total des stock du site principal à la semaine 7 ou 8 -2023 (lots et casiers, date de livraison, tonnages,...),- le plan de répartition des stocks sur les sites à février 2023.• L'exploitant doit faire connaître, sous 15 jours, sa décision d'évacuer des lots dépassant la durée maximale de 3 ans ou de déposer un dossier pour le stockage de déchets sous la rubrique 2760 (installations de stockage de déchets). Si l'exploitant décide à évacuer les lots, ceux-ci devront l'être sous six mois et justifier du suivi de traçabilité correspondant (valorisation ou centre agréé). Dans le cas de la régularisation de ses activités, il devra déposer un dossier de demande d'autorisation pour le stockage de déchets, conformément aux prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2760.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En arrivant sur le site les camions déchargent les laitiers à valoriser au niveau d'une fosse béton constituée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un quai de déchargement – plateforme bétonnée terminée par une butée de haut, – d'une fosse de vidange d'une capacité totale de 18 m³ équipée d'une rampe d'arrosage automatique afin de limiter les envols de poussières ; – d'une piste présentant une pente destinée à la reprise des laitiers à la pelle mécanique et leur transport jusqu'aux casiers de maturation. <p>Les laitiers sont ensuite transférés au niveau des casiers de maturation modulables installés en limite de propriété sud-est du site, de capacité totale d'environ 9 000 m³ et au niveau d'un casier de maturation de capacité d'environ 12 000 m³ (3 000 m²) au sud-ouest sur la parcelle YK n° 244.</p> <p>Après maturation (jusqu'à 12 mois), les laitiers subissent une opération de criblage au niveau d'une installation mobile avant d'être traités par principe de séparation densimétrique (système de traitement par décantation) qui est implanté au centre du site.</p> <p>Les boues issues des opérations de séparation densimétrique sont collectées et séchées au niveau de fosses localisées en limite de propriété nord-est du site (fosses pouvant contenir environ 500 tonnes, 1000 tonnes au maximum).</p> <p>Les laitiers ainsi traités et devenus valorisables en technique routière, sont stockés au niveau de la plateforme imperméable de stockage tampon de 1200 m² et des casiers modulables d'un volume total d'environ 3000 m³ en limite de propriété nord-ouest du site.</p> <p>Afin de collecter les eaux pluviales et les eaux issues des installations de traitement des laitiers, un bassin d'orage est aménagé à l'angle sud du site. Ce bassin a une capacité de 2 000 m³ environ. Également, une cuve enterrée d'une capacité de 8 000 litres récupère les eaux souillées par les éléments organiques des laitiers de la zone de stockage au nord-ouest et est régulièrement vidangée pour rejeter les eaux collectées dans le bassin d'orage aménagé à l'angle sud du site.</p> <p>Constats de la précédente inspection : Les laitiers mûrent dans 9 casiers au sud-est du site. Du fait de l'expansion des produits lors de la maturation, le casier béton à l'extrême subit une poussée et commence à basculer.</p> <p>Aussi, il est constaté à l'est du site considéré, sur une zone non autorisée un stock provenant de l'aciérie des Ancizes depuis Novembre 2021.</p> <p>Les boues des fosses du JIGG ne sont pas éliminées en centre de traitement mais sont récupérées et mélangées aux fines de laitiers pour la recombinaison des lots valorisés.</p> <p>Toutefois, il est constaté des boues entreposées sur la zone de stockage tampon au nord-ouest du site dédiée à l'entreposage des laitiers valorisés.</p> <p>Procéder sous 6 mois à l'évacuation des boues de la zone de stockage au nord-ouest du site, du stock de laitiers entreposés devant les casiers de maturation et reprendre les blocs béton qui basculent situés à l'extrémité est des casiers de maturation.</p> <p>Constats : Suite à l'évacuation du lot du casier N°1, les blocs béton ont été repris. Les boues stockées au nord-ouest du site sont entreposées sur une surface imperméabilisée (géomembrane) destinées à être séchées.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté l'absence d'étiquette mentionnant la date de stockage du casier n° 7.</p> <p>Sur 2022, il n'a pas été nécessaire de rejeter de l'eau du bassin d'orage, il n'y a donc pas eu contrôle analytique réalisé dans ce but.</p> <p>Attendu :</p> <p>Sous 15 jour, placer l'étiquette précisant le début du stockage du casier N° 7 et transmettre la photo à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un réseau de mesures de retombées des poussières atmosphériques dans l'environnement et un plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan est annexé au présent arrêté. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan de surveillance comprend : au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation du site (a), le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesures implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b), une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p> <p>À cet effet, des dispositifs de collectes, jauges Owens répondant à la norme en vigueur NFX 43-014, ou dispositif équivalent proposé par l'exploitant et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, sont implantés autour du périmètre des installations autorisées. Cette implantation tient compte des vents dominants et des cibles potentielles. Le plan d'implantation avec les éléments de justification ainsi que l'exploitation de ce dispositif sont préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une campagne de mesure est à effectuer avant le début effectif des travaux pour permettre d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site, puis, après le début de l'exploitation, a minima avec une surveillance trimestrielle sur des périodes de 30 jours, en période sèche et d'activité représentative. La fréquence de surveillance pourra être adaptée en fonction des résultats des deux premières années. Les mesures et analyses sont effectuées par un organisme agréé dont le choix sera communiqué préalablement à l'Inspection. Les résultats des mesures et analyses sont transmis à l'inspection et comprennent tout commentaire utile sur les événements ayant pu influencer les mesures. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>Constats : L'exploitant a réalisé pour l'année 2022, la surveillance trimestrielle des mesures de retombées de poussières. Il est relevé pour les 3 jauges en limite de propriété et les 2 jauges près des habitations des valeurs inférieures aux valeurs cibles pour les jauges en limite de propriété ($350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ – max $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante) et pour les jauges près des habitations ($350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante) hormis pour la jauge n°2 en limite de site sur les 2 premières campagnes d'hiver et de printemps ($971.76 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ relevé du 11/04 au 10/05) ainsi que pour la jauge n°4, hors du site au sud-ouest ($370.26 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ relevé du 11/04 au 10/05).</p> <p>Attendu :</p> <p>Constatant un dépassement régulier des valeurs cibles pour la jauge n°2, l'exploitant réalisera une analyse des poussières lors de la prochaine campagne pour déterminer l'origine de ce dépassement et proposer un plan d'action visant à remédier à cette situation associé à un calendrier de réalisation.</p> <p>Transmettre les résultats d'analyse de la campagne de mesures dès la réception du rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 6.1									
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.									
<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf les dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>> 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>> 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf les dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés	> 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf les dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés							
> 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)							
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)							
Constats : Un bureau de contrôle est intervenu le 5/12/2022 pour réaliser les mesures de bruit de l'installation considérée. Pour 2022, concernant les mesures du bruit en limites de propriété et les valeurs d'émergence, les résultats sont tous inférieurs aux limites autorisées par les arrêtés préfectoraux d'exploitation du site de Riom.									
Type de suites proposées : Sans suite									
Proposition de suites : Sans objet									